

idées  
actuelles  
*nrf*

**Sylvain Zégel**  
**les idées  
de mai**

Extrait de la publication









*Une mutation immense, totale, s'empare du monde : la civilisation machiniste s'installe dans le désordre, l'improvisation, les décombres...*

*Un siècle que cela dure.*

*Mais un siècle aussi que la sève nouvelle monte...*

*Un siècle que des clairvoyants ont apporté des idées, des notions, et fait des propositions.*

**Le Corbusier**



*Ce livre s'est construit, au jour le jour, en mai et juin 1968. L'auteur a réuni et assemblé les textes les plus significatifs publiés pendant cette période pour en reconstituer à la fois l'esprit et l'atmosphère, son apport se limitant à la recherche de documents, au choix qu'il a effectué, nécessairement imparfait, à une tentative de mise en ordre et à de brefs textes de liaison. Il a eu entre les mains des milliers de tracts, de motions, de manifestes, de proclamations. Des millions de mots. Il a retenu quelques idées... Peut-être a-t-il commis des oublis. Qu'on veuille bien l'en excuser.*

*Malgré la bonne volonté de tous ceux qui pensèrent, dans l'instant, qu'il fallait sauvegarder des documents pour les historiens de demain, la majorité des témoignages dactylographiés, polycopiés ou imprimés de cette époque sont condamnés à l'oubli. Parmi les acteurs de ces semaines mouvementées qui ont, cependant, constitué des archives, plusieurs ont accepté de nous ouvrir leurs dossiers. Qu'ils en soient remerciés.*





## LES GRANDES MANŒUVRES

Pendant un mois la France a réfléchi. Il y a dans la mémoire des hommes de trente ou quarante ans d'autres manifestations d'étudiants, d'autres grèves, d'autres défilés et des charges de police plus tragiques, mais ils ne peuvent y trouver autant d'idées nouvelles si vivement exprimées en si peu de jours. Malgré le bruit et la fureur, malgré les prudences et les inquiétudes, ces idées ont été entendues, même si elles n'ont pas été également admises par tous. Que n'a-t-on dit à leurs propos ? Elles témoignent pour les uns de la montée au pouvoir d'une jeunesse capable par son nombre de bouleverser le système des castes jamais aboli, pour d'autres elles marquent le début d'une grande crise de la civilisation des machines, pour d'autres encore elles nous sont transmises par des propagandistes étrangers soucieux de détruire l'harmonie de la République Française... Peu importe. Le fait est là : en Thaïlande, en Allemagne et en Tchécoslovaquie, à Rio et à Rome, à Madrid et à Varsovie, à l'Université de Berkeley et à la Sorbonne, partout au même instant ces mêmes idées trouvent des défenseurs sans cesse plus ardents.

Mobilisée comme toujours par ses propres problèmes, la France de la tradition y a vu une attaque concertée, un complot mené exclusivement contre elle. Elle n'a

pas noté que le vent de renouveau qui souffle sur la planète a balayé M. Novotny pourtant soutenu par la puissante Union Soviétique. Elle tient pour secondaire que M. Johnson, président des non moins puissants États-Unis d'Amérique, menacé par ses étudiants d'une vague de désertion massive, ait été obligé de modifier sa politique en Asie et d'annoncer précipitamment sa retraite.

L'explosion a été plus violente en France? Voire. Mais si on y tient c'est sans doute que notre société, figée comme une noce sur un vieux daguerréotype, ayant pris du retard a dû rattraper, comme on dit, le temps perdu. C'est peut-être aussi — et par cette hypothèse rendons hommage aux mânes de Nicolas Chauvin — que tous ces lycéens, tous ces étudiants qui ont lancé le mouvement ont l'habitude, depuis leur plus jeune âge, d'épeler trois mots chaleureux au fronton des écoles qu'ils fréquentent

Faut-il vraiment chercher ailleurs ce commun dénominateur qui a fait que soudain tant de Français acceptent de mettre en cause leurs routines et s'enflamment pour des notions qui peu de semaines auparavant les laissaient indifférents? A force d'en chercher les causes profondes on parvient, souvent, à oublier l'extraordinaire spontanéité du mouvement. A peine formulées, les idées-forces de cogestion, de contestation, de dialogue étaient acceptées par des hommes et des femmes prêts à abandonner, pour elles, leurs privilèges ou, tout au moins, certains d'entre eux. Elles étaient en quelque sorte inconsciemment attendues. Si la violence seule les avait véhiculées, une autre violence aurait pu les détruire, alors qu'elles ont profondément pénétré dans tous les milieux, même les plus fermés, même les mieux défendus. Est-ce par

lâcheté, vraiment, que des médecins, des enseignants, des avocats — pas tous bien sûr, mais en nombre appréciable — ont convenu que le temps des “ mandarins ” était dépassé et qu’il ne fallait plus que la France fût divisée en principautés techniques, en fiefs professionnels sur lesquels règnent à vie des maîtres lointains, prêts à céder leur chaire, leur service, leur cabinet à un dauphin choisi par eux ou à leur fils aîné? Est-ce par peur de la violence que des jeunes cadres de l’industrie ont tenu à rappeler que dans les meilleures entreprises américaines les chefs d’équipes intellectuelles ne gardent leur titre que le temps d’une mission et qu’il serait utile d’imiter ce modèle si l’on souhaite donner à l’économie française le coup de fouet dont elle a besoin?

Au mois d’avril on parlait encore de groupuscules, d’une poignée d’enragés, on comptait les étudiants qui défendaient des thèses révolutionnaires. Ils étaient à Nanterre cent cinquante pour les uns, quatre cents pour les autres, et pour tous condamnés à l’isolement. Tout juste si on ne les croyait pas sortis du néant. C’était faire peu de cas du lent travail qui s’était effectué depuis des années, et au grand jour, dans le monde étudiant.

A chaque congrès de l’U. N. E. F. — qui, au fil des années, secouée par des tendances diverses, perdait peu à peu de sa substance — les idées que l’on a retrouvées en 1968 se précisaient. Dès 1963, au congrès qu’elle avait organisé à Dijon, l’U. N. E. F. mettait en cause les structures de l’Université et inscrivait à son programme d’action ces mots d’ordre : “ unité avec le monde du travail ” ... “ réforme des programmes ” ... “ présalaire étudiant ” ... “ recrutement modifié des enseignements ” ... Et les étudiants de Strasbourg

affirmaient déjà que la réforme de l'Université passe nécessairement par la réforme de la société tout entière. Moins nombreux, les adhérents de l'U. N. E. F. devenaient aussi plus durs. Le mouvement contre la guerre au Vietnam devait aiguïser encore les idées. Les " politiques " seraient peut-être restés perdus au milieu de leurs camarades si dans le courant de l'année une inquiétude n'avait saisi la grande masse des étudiants : faute de pouvoir accueillir tous ceux qui le souhaitaient dans les facultés, et dans l'incapacité de créer des débouchés pour tous les diplômés, on s'apprêtait à opérer une sélection beaucoup plus sévère aussi bien à l'entrée dans l'Université qu'aux différents niveaux des études. Du coup, tous les étudiants étaient concernés, tous étaient prêts à réagir. C'est dans cette atmosphère tendue qu'éclatèrent les incidents de la cité universitaire d'Antony. Leur portée fut mal comprise. Les observateurs les plus avisés des affaires françaises y virent seulement le signe que les étudiants, parce qu'ils réclamaient le droit de circuler librement dans leur résidence, ne pensaient qu'aux filles. Leur détermination avait un autre sens. En ce moment même se jouait leur avenir et ce serait faire injure à l'ensemble des jeunes intellectuels que de croire qu'ils n'en avaient pas conscience.

L'Université était divisée en " sélectionnistes " et " antisélectionnistes ". En schématisant à l'extrême, qu'est-ce que cela signifiait ? Pour les premiers, l'Université devait se plier aux exigences et aux besoins de la société, harmoniser le nombre des diplômés et celui des débouchés offerts ; pour les seconds, il fallait ouvrir les facultés à tous ceux qui avaient soif d'apprendre. Pour les uns, en somme, l'Université était un lieu d'apprentissage, pour les autres un lieu de culture. Et

les " sélectionnistes " étaient en passe de l'emporter. Et pas seulement en France.

### *Le Congrès de Vienne.*

A Vienne les ministres de l'Éducation Nationale de 28 pays, ou leurs représentants, se sont réunis. A tous, l'explosion démographique des années d'après guerre pose le même problème : Comment faire face au flux d'étudiants qui se bousculent à l'entrée des facultés ? Confrontant leurs points de vue, ils constatent qu'ils préfèrent tous opérer une sélection plus sévère. Sélection par l'argent ou sélection planifiée, sélection par le milieu ou par le savoir. Mais toujours sélection...

M. Henri Janne, l'ancien recteur de l'Université de Bruxelles, fait, à Vienne, le point de la question : « Le vrai problème des critères d'accès à l'enseignement supérieur est, dit-il, celui de la rencontre des choix individuels (la " demande sociale ") et des besoins du développement économique. Trois solutions y sont actuellement proposées : la planification, l'ajustement automatique et la combinaison d'une planification souple et des processus d'ajustement.

« La planification. C'est celle des pays socialistes de l'est de l'Europe. Les possibilités de développement économique ayant donné lieu à des options politiques, un " Plan " mobilise et intègre les ressources matérielles et humaines pour atteindre les objectifs fixés. On connaît donc les types et le nombre de diplômes nécessaires au cours d'une période donnée. Un processus de sélection tend à désigner ceux qui seront formés, à chaque échelon, aux fins définies par le Plan. Le

principe est donc celui du *numerus clausus*, mais sur la base d'une sélection démocratique dans la mesure où les milieux sociaux n'exercent plus aucune influence sur les orientations et les réussites scolaires, ce qui n'est pas encore le cas — à supposer que jamais une société puisse faire correspondre la répartition de l'origine sociale des étudiants de l'enseignement supérieur avec celle de la population active. Le problème, propre au système de planification, est de répondre aux aspirations individuelles à une formation supérieure, sans que cette réponse donne le droit d'exercer des fonctions correspondantes.

« Un point très discuté et souvent d'ailleurs mal compris, c'est le *numerus clausus* établi conformément aux besoins des plans économiques. A cet égard, il est intéressant de reproduire un passage du ministre soviétique Prokofiev.

« Après avoir indiqué que le Plan sert de base à la fixation des contingents nécessaires, il écrit :

*« Quelques confrères, dans les pays capitalistes, se demandent si ce système ne porte pas atteinte au droit de l'homme à l'instruction. Est-il juste, interrogent-ils, que 15 000 personnes veuillent faire leur droit et que vous n'en acceptiez que 8 000? A cette question nous répondons par une autre : croyez-vous juste que l'école supérieure forme plusieurs milliers de juristes superflus, qui ne pourraient trouver d'emploi dans leur branche? Les tragédies de ce genre ne sont-elles pas fréquentes dans le monde du capital. N'est-il pas plus démocratique de dire à un jeune : " Choisis une autre profession " plutôt que de faire de lui un inutile? S'il s'agit seulement de satisfaire le désir de s'initier à tel ou tel domaine de la science, on peut le faire dans les facultés spécialement*

*organisées à cet effet auprès des universités, dans les groupes d'études de telle ou telle matière, en associant cela au travail utile. Et je ne parle pas des nombreux cours, groupes de perfectionnement, centres de conférences, etc. où tous ceux qui le désirent peuvent acquérir des connaissances.*

« Ce texte montre que le *numerus clausus*, établi en fonction des besoins du Plan, constitue bien un principe de base de la politique de l'enseignement et non le résultat de la limitation des moyens. »

M. Janne étudie ensuite la théorie de l'ajustement automatique. C'est la théorie du régime resté le plus proche du libéralisme classique. Cette solution « s'appuie sur des constatations exactes : l'interaction de l'offre et de la demande en ce qui concerne les possibilités d'études ; l'interaction des motivations et des besoins économiques ; l'interaction de la croissance simultanée des revenus, des besoins techniques et de la possibilité d'y répondre ».

Mais M. Janne ajoute que l'expérience montre que ces interactions ne résorbent pas tous les déséquilibres — ce qui peut être grave. Étudiant ensuite la combinaison d'une planification souple et des processus d'ajustement, il explique : « C'est la solution de plus en plus répandue parmi les pays d'économie de marché. Elle y est appliquée à des degrés divers. La planification de l'enseignement joue, par exemple, un rôle plus important en Suède et en France qu'en Allemagne fédérale et en Belgique. Il semble que la combinaison de la planification et de l'ajustement spontané et orienté soit la solution la plus conforme à la situation des régimes non socialistes de l'Europe. La planification pure, usant elle aussi de procédés d'orientation pour



corriger les aspirations individuelles, est la solution, en matière d'enseignement, qui correspond aux régimes socialistes de l'est de l'Europe. Sans doute, les processus généraux sont très différents si l'on se réfère au caractère public ou privé des entreprises de production, mais ils sont, sur le plan fonctionnel de l'enseignement, suffisamment semblables pour rencontrer les mêmes types de problèmes. »

En France le débat entre les adversaires et les partisans d'une sélection plus sévère arrive sur la place publique — c'est-à-dire qu'il apparaît dans tous les journaux. Les adversaires ont des chiffres pour eux : alors qu'aux États-Unis un adolescent sur deux entre dans l'enseignement supérieur, en France on se contente de 12,4 % d'étudiants dans chaque classe d'âge (chiffre de 1965). Dans cette bataille de statistiques les partisans de la sélection ne sont pas à court d'arguments. Ils peuvent ainsi affirmer que ce pourcentage n'est pas si méprisable puisqu'il est le deuxième d'Europe (après la Bulgarie) et que les pays de vieille tradition démocratique comme le Danemark et la Grande-Bretagne ouvrent l'enseignement supérieur à deux fois moins de leurs adolescents (5,4 % et 6,6 %).

Les adversaires de la sélection, comme M. Michel Bosquet, peuvent citer Alain et rappeler ce qu'il écrivait il y a cinquante-sept ans : « Instruire le peuple tout entier, éveiller ceux qui dorment et montrer plus de joie pour un petit paysan un peu débarbouillé que pour un élégant mathématicien qui s'élève d'un vol sûr jusqu'aux sommets de l'École polytechnique. Tout l'effort des pouvoirs publics devrait s'employer à éclairer les masses par le dessous et par le dedans, au lieu de faire briller quelques pics superbes, quelques rois nés du peuple et qui donnent un air de justice à l'inégalité. »

Mais M. Marc Zamansky, le doyen de la Faculté des Sciences de Paris, plongé dans le quotidien, peut leur répondre qu'à son grand regret il ne pourra pas accueillir plus de sept mille étudiants en première année à la prochaine rentrée, alors que douze mille se présenteront quai Saint-Bernard. Il n'est pas partisan de l'immobilisme et il a même dans ses tiroirs un plan de réforme de l'Éducation nationale, mais il sera obligé par la force des choses de fermer les portes de sa faculté à cinq mille jeunes gens. Le choix s'impose donc. Tout cela débouche sur le manque de moyens de l'Université, sur une question : " Quelle part de son budget la France peut-elle consacrer à sa jeunesse ? " c'est-à-dire sur une question politique. Cette situation débouche aussi sur le problème des examens.

Bien des pièces ont été versées au dossier des examens traditionnels que les étudiants ont mis si violemment en cause au mois de mai. Ajoutons-y celle-ci. Elle vient encore du congrès de Vienne. C'est un extrait de l'étude présentée par le professeur Jan Szczepanski, ancien recteur de l'Université de Lodz.

« On peut, dit M. Szczepanski, soutenir que pour réussir, les hommes d'affaires et le personnel de direction n'ont pas toujours besoin d'être diplômés de l'enseignement supérieur. Dans la section de son ouvrage : *Access to Higher Education* qui se rapporte à la France, Frank Bowles indique que, parmi les titulaires de hauts postes qui ont reçu leur formation il y a plusieurs dizaines d'années, on ne trouve qu'une faible proportion de diplômés d'Université. » Et l'universitaire polonais de citer l'extrait de l'étude de M. Bowles qui concerne la situation en France : « Parmi quelque deux cent cinquante mille personnes occupant de hauts postes, 6 % n'ont pas de diplômes du tout, 30 % le certificat

d'études primaires et 30 % seulement sont diplômés de l'enseignement supérieur. Parmi les personnes occupant des postes moyens, 10 % n'ont pas de diplômes du tout et 10 % seulement ont le baccalauréat. Sur les 77 000 hommes d'affaires touchés par le recensement, 70 % n'ont pas de diplômes du tout, mis à part dans certains cas le certificat d'études primaires, et 10 % seulement ont fait des études supérieures. »

Faut-il prétendre que les examens ne servent pas à grand-chose en France ? Quand même pas. Sans eux, bien des carrières seraient interdites. Mais leur valeur devrait être considérée avec plus de nuances, leur nécessité avec moins de certitude, leur suppression avec moins d'inquiétude. L'ancien recteur de l'Université de Lodz pour sa part ne cache pas son scepticisme à leur égard : « L'examen d'entrée à l'Université est une forme de sélection trompeuse, étant donné qu'une sélection d'importance capitale s'est déjà effectuée, dit-il, au moment du passage de l'enseignement primaire à l'enseignement secondaire. Les examens d'entrée, s'ils permettent d'évaluer les aptitudes intellectuelles des candidats et la mesure dans laquelle ils ont assimilé l'enseignement secondaire, ne peuvent mesurer les facteurs psychologiques et sociologiques qui présentent souvent plus d'importance en tant qu'indicateurs des capacités et des résultats futurs. La valeur de pronostic des examens d'accès à l'enseignement supérieur, du point de vue de la réussite future dans les études comme dans la vie professionnelle, est sujette à caution. Les examens d'entrée, en tant qu'instruments utilisés dans la politique de l'enseignement pour organiser l'accès à l'enseignement supérieur sur des bases qualitatives, devraient être eux-mêmes soumis à un sérieux examen. »

*Un sociologue au travail.*

La toile de fond devant laquelle est venue s'inscrire le soulèvement des étudiants n'était pas seulement constituée par la crainte d'une sélection plus rigoureuse et d'examens plus sévères. Il y avait aussi, et on l'a dit souvent, la crainte du chômage. Il y avait encore la nausée devant les fonctions, moins plaisantes que les études, qui les attendent après leur diplôme. Ce n'est pas par hasard que les étudiants en sociologie ont été parmi les plus ardents pendant le mois de mai. Dans son numéro 2, publié le 13 mai, *Action* accueillait les doléances d'un jeune sociologue qui racontait son existence peu exaltante. Ce jeune homme avait lu cette annonce : « Groupe important spécialisé dans la réalisation d'opérations d'aménagements recherche pour son département de l'Équipement Culturel Sociologue-Urbaniste, homme ou femme, Formation : Licence de sociologie, H. E. C. ou équivalent. Nous offrons à ce jeune cadre une chance de devenir un spécialiste en matière d'implantation culturelle et de faire carrière au sein d'un groupe en pleine expansion. Nous demandons un collaborateur (trice) très dynamique, ayant le sens des relations humaines et du travail en équipe, une connaissance et une pratique parfaites des techniques d'enquêtes. »

Le jeune cadre en puissance avait répondu à cet appel. L'emploi lui avait été confié. Pourtant il ne s'en trouvait pas heureux, au contraire. Les travailleurs qui avaient participé au défilé du 13 mai, *Action* sous le bras, purent de retour chez eux découvrir l'amertume de ce sociologue en lisant le journal de la fronde :

« On m'appelle sociologue-urbaniste. Si je travaillais





# idées



littérature



philosophie



sciences



sciences humaines



idées actuelles

## sylvain zegel : les idées de mai

Voici le film des événements de mai. Un film dont les images sont les textes fondamentaux proposés ou votés au cours de leurs débats par les étudiants, les enseignants, les lycéens, les architectes, les médecins, les magistrats, les comédiens, les chercheurs... Un film aussi qui relate un événement considérable : rarement autant d'idées généreuses n'avaient été exprimées par tant d'hommes en si peu de jours.

photo-graphisme h. cohen